



l'étincelle

Forum emploi au TCR
« Vous n'imaginez pas
tout ce que Renault
peut faire pour vous »

lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 2 février 2021

Les coronaprofiteurs

Confinera, confinera pas ? Le gouvernement souffle le chaud et le froid. Les mesures annoncées par le premier ministre Castex vendredi n'auront qu'un effet à la marge sur la propagation du virus et ne peuvent faire oublier le fiasco de la campagne vaccinale. Depuis un an que ça dure, quand allons-nous sortir de cette valse de confinements et de déconfinements décidés surtout en fonction des intérêts des grands groupes capitalistes, au mépris de notre santé et de nos conditions de vies ?

Faillite du système capitaliste

Après les échecs des campagnes de dépistage et de vaccination, les labos annoncent des retards de production et de livraison. C'est qu'ils ne fabriquent pas seulement des médicaments ou des vaccins, mais avant tout du profit pour leurs actionnaires. Alors que la mise en commun des capacités de production des entreprises pharmaceutiques serait une nécessité, les États se soumettent aux lois de la concurrence.

Il a fallu de longues négociations pour que Sanofi aide à mettre en flacon les vaccins Pfizer, mais pas question qu'il en produise, car c'est la guerre des brevets. L'Union Européenne et le Royaume-Uni se disputent les vaccins du groupe pharmaceutique AstraZeneca qui les vendrait au plus offrant. Pendant ce temps, l'épidémie progresse et ce sont les classes populaires qui en paient le prix.

L'effet majeur des restrictions imposées, c'est l'appauvrissement et la précarisation du monde du travail. Selon le dernier rapport d'Oxfam (une organisation de lutte contre les inégalités), 715 000 emplois ont été supprimés dans l'intérim en France, sans compter les CDD non renouvelés. Et ceux qui bénéficient d'un CDI ne sont pas épargnés avec les baisses de revenu liées au chômage partiel. Au total, en France, un million de personnes a basculé dans la pauvreté depuis le début de l'épidémie.

Accroissement des inégalités

Moins de 1 % des 100 milliards d'euros du plan de relance est consacré à lutter contre la pauvreté. Un drame pour des millions de jeunes qui se retrouvent sans revenu après la perte de leur job. Un drame pour ceux qui ne peuvent plus payer leur loyer. Mais cette manne arrose les grands groupes licencieurs Total, Renault, Air France, Carrefour et même Sanofi qui supprime des centaines de postes dans la recherche médicale. On marche sur la tête !

D'habitude toujours enclins à dénigrer l'intervention de l'Etat qui briserait leur « liberté

d'entreprendre », les capitalistes gavés d'argent public ont vu leur fortune augmenter depuis le début de la pandémie. Le mécanisme de rachat de dette par les banques centrales censé injecter des capitaux dans l'économie réelle a eu pour effet de nourrir la spéculation sur les marchés boursiers. Selon Oxfam, la fortune des quarante-et-un milliardaires français a dépassé son niveau d'avant la crise. Sept d'entre eux possèdent autant que les 30 % les plus pauvres.

Un programme d'auto-défense

Face à cette situation, la lassitude et l'exaspération pourraient laisser place à la colère et à la révolte. Aux Pays-Bas, la mise en place d'un couvre-feu a été accueillie par des émeutes. Ici et là dans le monde, la contestation prend des formes de colère aveugle contre le confinement, que l'extrême droite cherche à utiliser pour accéder au pouvoir.

Les travailleurs doivent avancer leur programme d'auto-défense face à l'urgence sociale et sanitaire. Pour tirer le secteur de la santé des griffes des intérêts privés, il faut abolir le secret commercial et le monopole des brevets, réquisitionner les entreprises stratégiques et les placer sous le contrôle des travailleurs. Aux services publics de la santé, de l'éducation, des transports et de la culture, l'État doit fournir les moyens en personnel et en locaux qui leur permettent de limiter les brassages et de fonctionner en toute sécurité sanitaire. Il faut interdire les licenciements et les suppressions d'emplois, partager et réduire le temps de travail, sans perte de salaire. Il faut des mesures d'urgence d'aide à la jeunesse privée de revenus... Autant de mesures à discuter et à avancer dans les mobilisations à venir.

En France, les morts du Covid se comptent par dizaines de milliers, les bénéficiaires de l'aide alimentaire sont huit millions, trois millions de plus qu'avant le Covid. La crise exacerbe les inégalités. Les travailleurs n'ont pas à faire les frais d'un système dont ils ne sont en rien responsables.

Village fantôme

Le Forum CAR21 (Compétences Avenir Renault 21) installe son « village présentiel » dans le hall de la Ruche, histoire de donner des idées de départ aux salariés éligibles à la RCC (Rupture Conventionnelle Collective). Mais cinq entreprises seulement seront présentes pour des job-dating, dont Dacia. Les « Village People », au moins ils étaient 6.

Un privilège qui n'intérim à rien

Renault est fier de proposer « en exclusivité » des offres d'emplois aux salariés Renault. Sur 200 de ces « offres privilèges », à peine une trentaine concernent les techniciens, et elles renvoient presque toutes à de l'intérim. Ces techniciens, toujours des privilégiés.

Les naufrageurs

Lors du dernier #ChatWithLuca, le DRH de Renault espérait être à la hauteur du « phare social » qu'était Renault. Aujourd'hui, c'est Sémaphore, une société de conseil du groupe Secafi/Alpha payée par Renault, qui pilote le dispositif CAR21 chargé de se débarrasser de 1900 salariés Renault de l'Ingénierie/Tertiaire. Ces phares et ces sémaphores risquent surtout d'emmener les salariés au naufrage.

Les rois de la simulation

Sémaphore a mis sur son site des simulateurs pour que chacun puisse calculer ses indemnités de départ dans le cadre de la RCC. Outre que celles-ci ne pèsent pas bien lourd, on peut indiquer comme projet une reconversion, un CDI ou la « recherche d'un projet d'emploi à l'externe ». Sémaphore a vraiment tout prévu, même un départ vers Pôle Emploi.

Un salaire pas si net que ça

Avec le nouveau Contrat de Solidarité et d'Avenir 2021, les salariés Renault continueront à toucher leur salaire net lors du chômage partiel... et Renault à ne pas payer de cotisations sociales. Une perte sèche pour les caisses de Retraite ou de la Sécu qui servira à justifier de nouvelles réformes révisant les retraites ou les allocations chômage à la baisse. Gare aux effets à retardement...

Il faut sauver le soldat Renault

Renault prolonge le chômage partiel en 2021. Parce qu'il y aurait moins de travail ? La réorganisation lancée par De Meo crée du travail en plus, alors que les effectifs sont en baisse. L'objectif est de réduire la masse salariale grâce aux financements publics, aux exonérations de cotisations et à la ponction de jours de congés. Et ce chômage partiel ne sauve même pas des emplois que Renault supprime en masse. La situation financière exigerait ces sacrifices, mais ce sont toujours les mêmes qui se serrent la ceinture. Renault ferait-il partie de ces entreprises qui abusent du chômage partiel et des aides publiques...

Chômage ingrat

Le chômage partiel à des effets négatifs sur les conditions de travail : surcharge de travail pour des salariés qui doivent déjà se débattre pour mener à bien leur travail avec des moyens de plus en plus réduits et en 4 jours au lieu de 5, tensions entre les salariés qui chôment et ceux qui ne chôment pas... Et tout ça pour réduire la masse salariale et générer du Cash. Avant la « résurrection » promise par De Meo, il y a le chemin de croix. Et il risque d'être long.

Un silence qui en dit long

Les travailleurs de Vestalia (filiale de Véolia) présents au TCR sont aussi concernés par le chômage partiel tous les vendredis, jusqu'au 12 février au moins... et avec de fortes chances de passer à deux jours par semaine de chômage partiel à partir de cette date. Mais si les accords négociés avec Véolia garantissaient le paiement à 100% du salaire net jusqu'au mois de janvier, la direction de Vestalia refuse depuis des semaines de dire si ces accords seront prolongés en février. Si ce n'est pas le cas, les salariés de Vestalia ne recevraient plus que 72% de leur salaire net. Une solution inadmissible alors que Véolia doit annoncer des milliards d'euros de bénéfices en 2020.

D'abord les batteries de canons

« La R5, c'est un engagement, c'est là qu'on va la faire... A Douai » a annoncé Senard sur BFM, avant de poser « quelques conditions pour ça ». D'abord d'être largement subventionné, un classique du chantage à l'emploi. Et puis d'être traité « à parité » avec PSA dans le projet de construction d'une usine de batteries dans le Nord. De Meo menace même d'avoir sa propre usine de batterie différente de celle de PSA. Non mais, c'est qui le chef ! Entre les directions de PSA et de Renault, ça a l'air vraiment d'être la franche rigolade.

Kenitravail et tais-toi

Les travailleurs de l'usine PSA de Kenitra au Maroc ont massivement arrêté le travail et manifesté mardi dernier pour dénoncer leurs salaires gelés à 220 euros par mois (2400 dirhams), les heures non payées, les primes non perçues et les conditions de travail désastreuses. La direction paniquée a immédiatement promis... un rendez-vous avec des représentants des salariés. Inaugurée en juin 2019, l'usine emploie 2500 personnes qui, avec des milliers de sous-traitants, produisent la Peugeot 208 pour l'exportation. Une main d'œuvre pas chère pour PSA, mais bien décidée à lever la tête, avec la grève pour se faire entendre : un langage international.

Sur le web : etincelle-technocentre.com
facebook.com/etincelle.technocentre